

# Akhenzir

## Le cancer au Rif et ses mémoires coloniales\*

Badiha Nahhass et Zakaria Rhani

**L'usage d'armes chimiques durant la guerre du Rif explique-t-il l'incidence élevée de cancers dans la région ? La thèse est du moins au cœur de la mémoire collective rifaine, comme l'analyse l'article de Badiha Nahhass et Zakaria Rhani. Les entretiens réalisés avec les acteurs associatifs locaux permettent d'éclairer les enjeux mémoriels de l'*akhenzir* et les stratégies divergentes mises en œuvre dans la recherche de réparations. Si celles-ci mettent en avant la dette coloniale de la France et de l'Espagne, elles interrogent également la responsabilité du Maroc.**

L'acte d'Algésiras (1906), les accords et les arrangements entre les puissances européennes ont ouvert la voie qui a permis à l'Espagne d'obtenir des privilèges au Maroc (organisation de la police marocaine, introduction de réformes économiques, etc.) et d'y exercer son influence à côté des Français. L'intérêt de l'Espagne pour le Maroc, et notamment pour la région du Rif, remonte à la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle ; il coïncide avec la perte prévisible de Cuba et fait suite à la crise politique, économique et sociale

ainsi qu'à l'effondrement du « prestige » que connaît le pays, surtout depuis sa défaite de 1898 et la disparition de ses dernières colonies aux Caraïbes et aux Philippines. Une telle situation donne une légitimité aux aspirations de certains secteurs du capital espagnol tentés, même modestement, par une nouvelle aventure coloniale<sup>1</sup>. *El africanismo español* nourrit le mythe des grandes richesses minières du Rif et attire de nombreux capitaux hispaniques et internationaux, surtout français, allemands et britanniques<sup>2</sup>. C'est en vertu de la convention signée avec la France le 27 novembre 1912 à Madrid, acceptée par le dahir sultanien du 13 mai 1913, que l'Espagne obtient l'aval pour instaurer un protectorat sur le Nord du Maroc. L'Espagne se retrouve ainsi à dominer un territoire exigu, d'à peine 20 000 kilomètres carrés, dont les deux tiers sont constitués de montagnes. Ignorant presque tout de la région du Rif, malgré sa présence en des points stratégiques de la côte depuis le 16<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, l'Espagne se heurte à une résistance farouche rendant toute mission de « pacification » difficile et fort coûteuse, tant économiquement que politiquement. Le pays ne réussit à imposer sa domination sur toute la

\* Cet article a été rendu possible grâce au soutien du Conseil arabe pour les sciences sociales (CASS) avec le financement du Conseil de recherches pour le développement international (CRDI) pour le programme « Santé et moyens de subsistance dans la région arabe : bien-être, vulnérabilité et conflit » (deuxième cycle, 2021-2022). Les déclarations faites et les opinions exprimées n'engagent que les auteurs.

(1) Eloy Martín Corrales, « El protectorado español en Marruecos (1912-1956). Una perspectiva histórica », in Joan Nogué et José Luis Villanova (dir.), *España en Marruecos (1912-1956). Discursos geográficos e intervención territorial*, Lérida, Editorial Milenio, 1999, p. 145-158.

(2) Mimoun Aziza, *La Sociedad rifeña frente al protectorado español en Marruecos (1912-1956)*, Barcelone, Bellaterra Edicions, 2003.

(3) E. Martín Corrales, « El protectorado español en Marruecos (1912-1956) », art. cité, p. 145-158.

région qu'à partir de 1927, date de la fin de la guerre de résistance dans le Rif.

Les démêlés et les conflits entre l'Espagne et les tribus rifaines sont antérieurs au protectorat, à l'instar de l'incident de 1893 entre la garnison de Melilla et la tribu Quelaaya, hostile à la construction d'un fort à côté du mausolée de Sidi Ouariach, ou du mouvement de résistance conduit par le Cherif Amezian dans le Rif oriental entre 1909 et 1912. Cependant, dès 1920, la résistance dans le Rif central prend une autre dimension. Elle s'organise sous le commandement de Mohamed ben Abdelkrim, et, en juin 1921, les premiers épisodes de la guerre du Rif commencent par la victoire de la résistance rifaine à Anoual. En avril 1925, celle-ci lance une offensive contre les postes militaires français installés au bord de l'oued Ouergha, qui marque la frontière entre les deux protectorats français et espagnol, provoquant ainsi une alliance entre la France et l'Espagne. Cette guerre a été d'une violence inouïe. Face à des combattants peu équipés, l'armée espagnole moderne fait usage massif de l'aviation et des gaz chimiques, causant d'énormes destructions et un grand nombre de victimes parmi les civils.

Le recours de l'armée d'occupation espagnole aux bombes chimiques, précédemment utilisées par les Européens lors de la Première Guerre mondiale, vise à écraser la résistance rifaine et à effacer ainsi *el desastre* ou *la vergüenza* d'Annual – une honte semblable à celle ressentie après leur défaite à Cuba en 1898. Le recours à ces armes non conventionnelles trouve un écho favorable, y compris parmi les cercles politiques libéraux et les militaires africanistes considérés comme « éclairés », plutôt réticents jusqu'alors à l'utilisation des armes

chimiques, en particulier le gaz moutarde ou ypérite<sup>1</sup>.

Cette guerre coloniale transnationale continue à nourrir des enjeux mémoriels, concurrents et antagonistes, dans les trois pays concernés : le Maroc, l'Espagne et la France. La portée et la visibilité de ces enjeux mémoriels varient d'un pays à l'autre. Au Maroc, et plus précisément dans le Rif, le principal enjeu mémoriel consiste à défier le voile de l'oubli et l'hégémonie des récits exclusifs et/ou négationnistes qui tendent à invisibiliser les victimes et à les stigmatiser. C'est ainsi que la mémoire de la violence de cette guerre dans le Rif se cristallise notamment autour de la question de l'usage des armes chimiques et ses effets supposés, à long terme, sur la santé et l'environnement dans la région. Ce travail mémoriel, effectué par plusieurs associations locales, consiste d'une part à revendiquer la reconnaissance officielle par l'Espagne de l'usage des gaz chimiques et, d'autre part, à ce que cette reconnaissance des faits devienne indissociable des questions de la dette coloniale et des demandes de réparation.

Dans la mémoire collective rifaine, les gaz toxiques, connus sous le nom d'*arhaj* (poison), sont le plus souvent associés à *akbenzir* : le cancer. Cette maladie serait ainsi, pour les entrepreneurs de cette mémoire, une conséquence directe de l'usage de ces gaz durant la guerre.

Les premières utilisations de gaz par l'armée espagnole contre les tribus rifaines remontent à 1922 ; elles se poursuivent de façon intermittente, mais continue, jusqu'en 1926. Le fait que la guerre du Rif n'ait pas été une guerre conventionnelle et que les champs de bataille se soient chevauchés fréquemment avec des zones peuplées n'a guère dissuadé l'armée espagnole d'utiliser de telles méthodes. En effet, ce qui

(1) María Rosa de Madariaga, *Los moros que trujo Franco... La intervención de tropas coloniales en la guerra civil*, Barcelone, Martínez Roca, 2002.

ressort clairement des archives analysées par l'historien Sebastian Balfour<sup>2</sup>, c'est l'absence de scrupule des armées espagnoles à ne pas faire la distinction entre combattants et civils. Les bombardements ont été dirigés vers des zones densément peuplées – villages, marchés et districts soumis à des cultures intensives. De nombreux rapports dans les archives militaires attestent de cette stratégie de recherche des zones les plus peuplées durant les périodes de bombardements chimiques<sup>3</sup>. Les femmes, les enfants et les personnes âgées, pourtant non impliqués dans les combats, ont ainsi été sévèrement touchés<sup>4</sup>.

Les conséquences immédiates et tragiques de ces bombardements peuvent être mesurées à partir des rapports de l'armée espagnole, sur la base des renseignements fournis par les informateurs marocains à leur solde. Outre les victimes tuées parce qu'elles étaient proches de l'impact de la bombe, l'effet du gaz moutarde a sensiblement touché les personnes qui vivaient dans des zones plus éloignées. Après les premiers bombardements chimiques, un premier rapport daté de juin 1924<sup>5</sup> signale que les habitants du district de Beni Tuzin ont souffert de brûlures et de maladies, que certains ont été complètement aveuglés, tandis que d'autres ont eu de graves problèmes oculaires. Les personnes arrivées quelques heures plus tard sur les lieux de l'impact ont également ressenti des sensations de brûlure sur

tout le corps. Les effets psychologiques des bombardements chimiques sont signalés : l'écrasante majorité des personnes touchées a été saisie par la panique et l'angoisse<sup>6</sup>. D'autres rapports font état d'une nouvelle et étrange maladie, surtout parmi les populations du Rif central, en particulier au sein des tribus des Beni Waryaghel et des Temsaman<sup>7</sup>. Cette maladie est marquée par des écoulements oculaires, un catarrhe nasal, une éruption de taches violettes sur le corps, de la fièvre et une attitude de prostration : tous ces symptômes sont vraisemblablement des effets du gaz moutarde ou ypérite. Cependant, les journalistes espagnols, et plus encore les propagandistes du régime à Madrid ne mentionnent pas l'utilisation d'armes chimiques, parce qu'ils s'appuient sur des sources espagnoles officielles ou secondaires<sup>8</sup>. Ils associent alors ces symptômes à la maladie du typhus, et en font l'un des facteurs importants de l'affaiblissement de la résistance rifaine. Les autorités espagnoles ont fort probablement encouragé une telle confusion pour dissimuler l'utilisation de ces bombes toxiques<sup>9</sup>.

Par-delà les effets physiques et psychiques, la guerre a aussi profondément marqué la mémoire collective locale par des récits de souffrance, véhiculés *via* une tradition orale qui reste encore très vive. L'utilisation du terme *akhenzir*, terme local pour désigner le cancer, rend compte de cette mémoire incorporée

(2) Sebastian Balfour, *Deadly Embrace. Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

(3) *Ibid.*

(4) Voir Juan Pando, *Historia secreta de Annual*, Madrid, Temas de Hoy, 1999 ; S. Balfour, *Deadly Embrace, op. cit.* ; María Rosa de Madariaga, « La guerre chimique dans le Rif (1912-1927). État de la question », in Rachid Raha, Mimoun Charqi et Ahmed El Hamdaoui (dir.), *La Guerre chimique contre le Rif. Actes du colloque international sur l'utilisation des armes chimiques : le cas de la guerre du Rif*, Rabat, Éditions Amazigh, « Histoire et anthropologie », 2005, p. 11-47.

(5) Cité par S. Balfour, *Deadly Embrace, op. cit.*, p. 152.

(6) Voir S. Balfour, *Deadly Embrace, op. cit.* et Tarik El Idrissi et Javier Rada (réal.), *Arrhash*, Waskarifilms/Filmsnomades, 44 min, 2007.

(7) S. Balfour, *Deadly Embrace, op. cit.*, p. 152.

(8) Sur la couverture médiatique du conflit en Espagne, voir Alfonso Iglesias Amorin « Percepciones, Imaginarios y memoria de las campanas de Marruecos », in Daniel Macías Fernández (dir.), *A cien años de Annual. La guerra de Marruecos*, Madrid, Desperta Ferro Ediciones, 2021, p. 419-457.

(9) S. Balfour, *Deadly Embrace, op. cit.*

des violences de la guerre du Rif. Les récits et témoignages que nous avons recueillis dans nos enquêtes, mais aussi ceux rassemblés par d'autres chercheurs et par la presse<sup>1</sup>, relient en effet la « prévalence élevée » de différents types d'*akhenzir* dans la région aux effets de ces gaz chimiques. Dans le discours des acteurs sociaux locaux, la région du Rif enregistre les taux les plus élevés de cancer au Maroc, avançant que les cas enregistrés représentent 60 à 80 % des cas au niveau national<sup>2</sup>. Pour ces acteurs associatifs, ces taux sont la conséquence directe des bombardements de gaz toxiques par l'aviation espagnole. Les tumeurs observées chez les descendants de ceux qui ont souffert les bombardements aux gaz toxiques seraient dues au caractère cancérigène et mutagène de ces armes. Cette hypothèse est sujette à caution et la polémique est vive sur les effets à long terme réels du gaz chimique. Dans les colonnes d'*El País* (17 février 2015), María Rosa de Madariaga – historienne espagnole reconnue de la guerre du Rif – s'oppose aux thèses des acteurs associatifs. Selon elle, il ne s'agit que de « spéculations sensationnalistes » et d'instrumentalisation non appuyées

par des preuves documentées, puisqu'aucun de ces « experts n'a jamais mis les pieds dans une archive »<sup>3</sup>.

Peut-on affirmer, sur le plan scientifique, l'existence d'un rapport de causalité entre l'usage de gaz toxiques dans les années 1920 et la prolifération actuelle du cancer dans la région ? Les taux d'incidence avancés par les acteurs sociaux sont-ils vérifiables ?

À l'intersection des dynamiques mémorielles locales et des débats sur la violence de la domination coloniale, la question du cancer au Rif est sous-tendue par des enjeux mémoriels, politiques et sociaux importants. De telles expériences vécues et narrées posent de façon pertinente la question de la « post-mémoire<sup>4</sup> », non seulement par rapport à la violence coloniale et à ses séquelles, mais aussi avec la répression postcoloniale durant ce qui est communément appelé, dans l'histoire du Maroc, « les années de plomb » (1956-1999)<sup>5</sup>. Dans un temps plus proche, ces questions ont été réactivées à la suite du récent *birak* (mouvement) du Rif, soulèvement populaire déclenché après la mort mystérieuse de Mouhcine Fikri en 2016, broyé dans un camion de

(1) On peut citer quelques exemples d'interviews des acteurs associatifs : interview avec Ilyas el Omari dans *Le Monde Amazigh*, 43, 2004, p. 12 et témoignage de Rachid Raha dans le magazine *Telquel* du 5 février 2015, [https://telquel.ma/2015/02/05/guerre-du-rif-associations-reclament-hopitaldoncologie-nador\\_1433202](https://telquel.ma/2015/02/05/guerre-du-rif-associations-reclament-hopitaldoncologie-nador_1433202)

(2) D'après les entretiens avec les acteurs sociaux que nous avons interviewés ; ces taux sont aussi relayés dans des articles de presse. On peut citer quelques exemples : « Madrid refuse de reconnaître ses torts dans le Rif », *Maroc Hebdo International*, 9-15 janvier 2015 ; « Entretien avec Rachid Raha », *Le Reporter*, 12-18 février 2004 ; « Entretien avec Mimoun Charqui », *Tamazgha.fr*, 6 février 2014, <http://tamazgha.fr/Le-Rif-subit>. L'historien Sebastian Balfour mentionne aussi cette question des chiffres : « Une fois de plus, les chiffres existants sont insuffisants pour démontrer adéquatement cette circonstance au Maroc. Les seules statistiques que j'ai consultées sont basées sur un échantillon très petit pour extraire une solide hypothèse. Mais au moins, ils contribuent à l'augmentation des soupçons que ces bombardements chimiques ont affecté les nouvelles générations au nord du Maroc. » S. Balfour, *Deadly Embrace, op. cit.*, p. 155, traduction des auteurs.

(3) *El País*, 17 février 2015, p. 37-38. Voir également M. R. de Madariaga, « La guerre chimique dans le Rif (1912-1927) », art. cité, p. 45.

(4) Marianne Hirsch, *The Generation of Postmemory. Writing and Visual Culture After the Holocaust*, New York, Columbia University Press, 2012.

(5) Il est question aussi de l'usage du napalm par les autorités marocaines lors des soulèvements du Rif de 1958-1959. Cette question est cependant surtout soulevée par les Espagnols pour se dédouaner, reliant les taux élevés de cancer dans la région à l'usage du napalm par l'armée marocaine. Parmi nos interlocuteurs, seuls deux interviewés ont évoqué cette question. Le premier affirme : « Pour les événements de 1958-1959, je n'ai jamais entendu parler de l'usage des armes chimiques par l'État, alors que pour le cas de l'Espagne, ma grand-mère m'en a parlé souvent », entretien avec M. Bodra, ex-maire d'Al-Hoceima, septembre 2021. Alors que pour le second : « On parle aussi des bombardements avec napalm en 1959, mais ça reste à prouver », entretien avec d'Imad, jeune infirmier exerçant à Al-Hoceima, septembre 2021.

collecte de déchets. Sa mort violente, comme tout autre vécu de violence dans la région, est d'emblée inscrite dans la continuité des crimes de l'État dans la région, et de ceux des forces coloniales espagnoles<sup>6</sup>. Les manifestants du *birak* ont ainsi notamment exigé la reconnaissance et la réparation des torts causés par les gaz chimiques et des afflictions qu'ils ont provoquées, surtout l'*akbenzîr*.

Tout se passe donc comme si la mémoire collective avait incorporé la violence coloniale en une maladie chronique terrifiante et mortelle, l'inscrivant dans la chair, dans les gènes, la rendant transmissible de génération en génération. L'objet de cet article est ainsi de comprendre comment ce phénomène s'est opéré. Comment l'association a-t-elle été faite entre cancer et guerre chimique ? Autrement dit, quelles sont les politiques de la mémoire en lien avec la guerre chimique – ses mnémopolitiques – déployées sur le terrain par les acteurs concernés ? Il s'agit ici d'étudier cette question sous ses doubles registres politique et social, en relevant, à travers le prisme du travail de la mémoire, les actions entreprises par les acteurs sociaux locaux, et en analysant l'évolution d'une demande sociale à un objet politique, puis à une affaire d'État(s).

### Méthode et approche

La présente enquête s'inscrit dans la continuité de nos recherches sur la mémoire collective et l'histoire de la violence politique, coloniale et postcoloniale dans la région du Rif (« La guerre du Rif et ses effets persistants :

mémoires, maladies et vulnérabilités<sup>7</sup> »). Les vulnérabilités sociales, les formes de marginalisation et d'exclusion ne peuvent pas être séparées de l'histoire de la violence coloniale subie par les populations de la région et de ses conséquences sur leur santé psychique et physique. En effet, plusieurs témoignages et vécus contemporains relient directement « l'incidence élevée » de certaines maladies – notamment différents types de cancer – et la stérilité de la terre dans la région du Rif aux effets de l'empoisonnement chimique d'antan. Durant toutes ces années, aucune enquête épidémiologique et/ou socio-anthropologique n'a été faite sur la prévalence du cancer dans la région et son rapport avec la guerre chimique coloniale. L'objectif de notre projet vise justement à combler cette lacune. Il examine ainsi la double transmission transgénérationnelle d'une mémoire de la violence coloniale et de ses conséquences sur la santé de ses victimes indirectes et sur leur espace de vie. Comment perçoivent-elles et narrent-elles ce rapport à cette guerre chimique et ses effets sur leur vie ? Quelles sont les formes d'afflictions, psychiques et physiques dont elles souffrent et qu'elles associent aux armes chimiques ? Dans quelle mesure la mémoire de la guerre et les appréhensions de ses suites médicales rendent ces victimes vulnérables dans la vie quotidienne et minent leurs discours et leurs pratiques sociopolitiques ? Autrement dit, comment et pourquoi la vulnérabilité médicale et environnementale (liée aux conséquences de

(6) Zakaria Rhani, Khalid Nabalssi et Mariam Benalioua, « "The Rif Again!" Popular Uprisings and Resurgent Violence in Post-transitional Morocco », *The Journal of North African Studies*, 27 (2), 2022, p. 326-361.

(7) Le projet a bénéficié d'une bourse par le CASS dans le cadre de son programme de bourses de recherche (huitième cycle, 2021-2023). Une enquête de terrain a été menée auprès des associations, des professionnels de santé et des malades entre septembre 2021 et juin 2022. Ce projet se situe dans le prolongement des recherches sur les objets et les lieux de la mémoire collective au Rif, de la violence coloniale et postcoloniale. Voir à ce sujet : Z. Rhani, K. Nabalssi et M. Benalioua « "The Rif Again!" », art. cité ; Badiha Nahhass, « La mémoire et ses usages. Le cas du Rif », thèse de doctorat en sciences sociales, Université Hassan-II, Casablanca, 2014 ; Badiha Nahhass et Zakaria Rhani, « Le mouvement du 20 février au Rif. Mémoire de violence et réconciliation politique », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 34, 2023, p. 124-148.

la violence chimique) implique-t-elle aussi une vulnérabilité sociopolitique et inversement ?

L'approche adoptée est essentiellement qualitative. Elle consiste à faire des entretiens semi-directifs, d'une part, avec les malades ou les membres de leur famille et, d'autre part, avec les acteurs des associations qui défendent les droits des victimes à la réparation. Ainsi, nous avons effectué 19 entretiens avec des acteurs associatifs et des professionnels de santé et 30 entretiens auprès des malades originaires du Rif. L'enquête a été conduite entre septembre 2021 et juin 2022 dans la région du Rif (Al-Hoceima, Nador) et dans d'autres villes (Oujda, Rabat, Tanger) où les malades étaient hospitalisés<sup>1</sup>.

Notre enquête tend à examiner les conséquences médicales, psychologiques et physiques de la guerre coloniale sur la population actuelle du Rif ainsi que les effets sociopolitiques de la non-reconnaissance de cette violence et des réparations qui s'ensuivent, à travers deux axes principaux. L'un porte sur les dynamiques et les revendications mémorielles relatives à la violence coloniale et postcoloniale dont les premiers résultats sont exposés ici.

L'autre analyse les vécus subjectifs des malades atteints de cancer, ainsi que les représentations et les explications étiologiques profanes qui structurent les discours et les conduites de ces malades.

## La violence coloniale : histoire et mémoire

L'ouverture politique initiée vers la fin de la décennie 1990 au Maroc, marquée notamment par le gouvernement de « l'alternance consensuelle » (1998) et la succession monarchique de 1999, a entraîné une libéralisation inédite de la liberté d'expression et d'opinion. C'est précisément dans ce contexte qu'émergent des dynamiques et des revendications mémorielles relatives à la mémoire de la violence politique au niveau national, notamment dans le cadre de l'expérience marocaine de la « justice transitionnelle », couronnée par la mise en place de l'Instance équité et réconciliation (IER)<sup>2</sup>. Au Rif, ces discours et revendications ont également concerné la violence coloniale espagnole dans la région, en particulier au début des années 1990<sup>3</sup>, à la suite de l'ouverture des archives de certains pays européens qui ont

(1) L'enquête s'est déroulée en transparence et dans le respect total des principes éthiques. La majorité des entretiens ont été réalisés en rifain ou en tarifit, une variante de la langue amazighe parlée dans la région.

(2) L'expérience de « justice transitionnelle » au Maroc s'insère dans un long processus initié dès le début des années 1990 avec la création du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), la proclamation d'une amnistie générale au profit de certains détenus et exilés politiques, les négociations entre la monarchie et les partis politiques d'opposition ou encore les révisions constitutionnelles de 1992 et 1996. Ce processus s'est renforcé par l'accession au gouvernement d'une partie de l'ancienne opposition dans le cadre de ce qui fut appelé « l'alternance consensuelle » en 1998, puis avec la succession monarchique en 1999. Les associations des droits humains et des anciens prisonniers politiques ont joué un rôle important dans cette dynamique. Voir Susan Slymowics, « Témoignages, écrits et silences. L'Instance équité et réconciliation (IER) marocaine et la réparation », *L'Année du Maghreb*, 4, 2008, p. 123-148 ; Marouane Laouina, « L'Instance équité et réconciliation. Une justice transitionnelle sans transition ? », in Éric Gobe (dir.), *Des justices en transition dans le monde arabe ? Contributions à une réflexion sur les rapports entre justice et politique*, Rabat, Centre Jacques Berque, 2016, p. 247-262 ; Zakaria Rhani, « Certifier la perte et la souffrance. Violence politique et politique de réparation au Maroc », *Anthropologie et sociétés*, 42 (1), 2018, p. 253-269 ; *id.*, « L'Instance équité et réconciliation et le problème de l'exhumation. Commémoration, deuil et vérité », in É. Gobe (dir.), *Des justices en transition...*, *op. cit.*, p. 75-94 ; Badiha Nahhass, « Le Rif. Appartenance nationale dissidente et formation de l'État », *Arrabii*, 9 (2), 2019, p. 193-216 et Badiha Nahhass et Ahmed Bendella, « Le Rif. Les méandres d'une réconciliation », *L'Année du Maghreb*, 26, 2022, p. 141-156.

(3) Les journalistes allemands Rudibert Kunz et Rolf-Dieter Müller avaient publié, en se basant sur les archives allemandes, *Giftgaz gegen Abd el-Krim. Deutschland, Spanien und der Gaskrieg in Spanisch Marokko, 1922-1927* [L'Allemagne, l'Espagne et la guerre du gaz dans le Maroc espagnol, 1922-1927], Fribourg, Rombach, 1990. Ce livre a été traduit en arabe sous le titre *Harb al ghazât as samma bi-l-maghrib. Abdelkrim El Khattabi fi muwajabat as silâh al kimiya'i*, Rabat, Éditions Feedback, 1996. En 2022, une nouvelle traduction a été publiée par la maison d'édition Nekor.

incité des historiens à s'intéresser à la question de l'usage des gaz chimiques<sup>4</sup>. La publication de ces premières recherches en Europe a eu un impact au Maroc, notamment au Rif, en réveillant les plaies du passé et ses mémoires incorporées. Le retour sur cette période et l'exercice de mémoire qui a suivi, malgré la disparition de la majorité des témoins et des victimes, ont été entrepris par les générations suivantes. Comme dans beaucoup d'autres expériences, à l'instar de celles des Arméniens, des Juifs d'Europe, des harkis ou des Espagnols eux-mêmes, ce ne sont pas les survivants, mais la génération des enfants et des petits-enfants qui revendique le droit et la nécessité d'un devoir de mémoire et de réparation.

Au Rif, les revendications mémorielles ont été portées par des associations locales, dont l'Association de défense des victimes du gaz toxique dans le Rif, créée en 1999 à Al-Hoceima par des militants de la gauche et du mouvement amazigh<sup>5</sup>. Elle a été la première à soulever la question de l'usage des gaz chimiques sur la scène publique et à faire le lien entre la prévalence du cancer dans la région et l'utilisation de ces gaz pendant la guerre du Rif. L'association a pu relayer ses prises de position dans la presse nationale et internationale, des émissions et des programmes télévisés. La décision des autorités locales d'Al-Hoceima d'interdire, à deux reprises, en 2001 et 2002, l'organisation par l'association d'un colloque sur les gaz chimiques lui a donné davantage de visibilité. Certains interviewés assurent même

que cette interdiction a accéléré la création d'un centre d'oncologie à Al-Hoceima (COA) : « c'est pour éviter de parler ouvertement de cette question sensible [des gaz chimiques] », nous confie Naziha ayant travaillé, à l'époque, dans le secteur de la santé de la ville. Pour Abdelmajid El Azzouzi, inspecteur de l'enseignement à la retraite, traducteur et membre de l'association Dakirat Arrif<sup>6</sup>, « la création du COA était une revendication politique et populaire vu l'augmentation des cas de cancer dans la région ». Pour Mohamed Bodra, médecin radiologue et homme politique, la création du COA serait une décision éminemment politique :

Lors de sa première visite, en 1999, à Al-Hoceima, le roi Mohammed VI a insisté sur deux choses : aménager la décharge de Sidi Abid et construire un hôpital d'oncologie. En 2003, à l'époque j'étais président de la commune d'Al-Hoceima, lors d'une visite à la ville, le roi avait demandé l'état d'avancement de la construction du centre. On lui a dit que le projet n'avance pas parce que le terrain choisi pour la construction était propriété des militaires et que la procédure d'expropriation est au point mort. Il a donné ses instructions pour régler ce problème et commencer la construction. Le centre a été construit en collaboration entre la commune et le ministère de la Santé<sup>7</sup>.

Et l'ancien maire d'Al-Hoceima d'ajouter :

Ilyas a joué un rôle clé dans le dénouement de ce problème, je lui avais dit que les militaires ont

(4) Voir, à titre d'exemple, J. Pando, *Historia secreta de Annual*, op. cit. ; Carlos Lázaro Ávila, « La forja de la Aeronáutica Militar. Marruecos (1909-1927) », in Antonio Carrasco (dir.), *Las Campañas de Marruecos (1919-1927)*, Madrid, Almena, 2001 ; Angel Vinas, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil*, Madrid, Alianza Editorial, 2001 ; M. R. de Madariaga, *Los moros que trajo Franco...*, op. cit.

(5) La majorité de ses membres étaient des militants de la gauche, dont certains ont fait l'expérience de la prison pendant les années 1970-1980. Aujourd'hui disparue, cette association est la première à avoir porté ce dossier.

(6) L'association Dakirat Arrif (« Mémoire du Rif »), fondée en 2005, a pour objectif « l'étude et la vulgarisation de l'histoire du Rif à différentes époques, l'histoire de la résistance du Rif contre le colonialisme, les événements du Rif de 1958-1959 », la préservation de la mémoire collective du Rif ainsi que « la promotion du patrimoine du Rif et ses coutumes ». Entretien avec Omar Lemallam, président de l'association, septembre 2021.

(7) Entretien avec M. Bodra, ex-maire d'Al-Hoceima, septembre 2021.

refusé. Il a informé l'entourage du roi et c'est sur intervention personnelle du roi que le COA a été construit<sup>1</sup>.

Ces premières expressions d'une demande politique n'ont cessé depuis lors de gagner du terrain. D'autres associations ont investi cette question, surtout après le gel des activités de l'Association de défense des victimes du gaz toxique dans le Rif – minée par des divergences politiques et idéologiques entre ses membres fondateurs après que certains d'entre eux aient accepté des responsabilités politiques<sup>2</sup>, dont le président Ilyas El Omari lui-même<sup>3</sup>. En 2004, à Nador, des activistes et militants amazighs, ainsi que le journal *Le Monde amazigh*, ont réussi à organiser un colloque international sur « L'utilisation des armes chimiques : le cas de la guerre du Rif »<sup>4</sup>, légitimant davantage le cancer, *akbenzir*, comme catégorie politique dans le discours des acteurs sociaux.

Si l'usage massif des armes chimiques par l'Espagne pendant la guerre du Rif fait consensus parmi ces acteurs locaux, les associations invoquent aussi d'autres responsabilités : celles de la France, du Maroc et de la société allemande Stolzenberg qui avait fourni les gaz aux Espagnols. Le lien établi entre la prévalence du cancer et les armes chimiques fait aussi objet de consensus, bien que cette relation directe soit sujette à des nuances : « il n'y a pas d'études scientifiques qui la prouvent », tiennent à préciser certains acteurs associatifs, notamment à Al-Hoceima, et des professionnels de santé :

« il n'y a aucune étude scientifique qui prouve le lien entre l'incidence du cancer ici et les gaz chimiques. Ce sont juste des paroles. Il faut faire une étude », précise ainsi la vice-présidente de l'association Amis des malades du cancer d'Al-Hoceima (AMCA) et directrice du centre d'hébergement pour les malades du cancer d'Al-Hoceima dans un entretien réalisé en septembre 2021<sup>5</sup>. D'autres acteurs, tout en insistant sur l'absence d'études scientifiques, estiment que les gaz chimiques peuvent être un facteur parmi d'autres pour expliquer la prévalence élevée du cancer dans la région :

Il y a plusieurs facteurs. Certains sont en relation avec la géographie : la Méditerranée et le mode d'alimentation (diète méditerranéenne), la tendance à manger beaucoup de poissons, de sel... Il y a aussi le mode de vie. Il y a sûrement un lien entre cancer et guerre chimique, qui vient peut-être du sol contaminé par les bombardements chimiques, mais ça reste à prouver par des études<sup>6</sup>.

C'est presque dans le même sens que s'inscrit le témoignage d'Imad, un jeune infirmier :

Avant [d'exercer en tant qu'infirmier], j'avais la même impression, c'est-à-dire qu'il y avait un lien direct entre les bombardements chimiques et la prévalence du cancer chez nous. Mais maintenant, je pense qu'il faut prendre certains éléments en considération. D'une part, on a un registre national du cancer, même si le recensement ne se fait pas de manière systématique, on constate qu'il n'y a pas d'exception pour les types

(1) Entretien avec M. Bodra, ex-maire d'Al-Hoceima, septembre 2021. Ilyas El Omari est le président de l'Association de défense des victimes du gaz toxique dans le Rif.

(2) Pour plus de précisions sur les enjeux et le jeu politique local à cette époque, voir B. Nahhass et A. Bendella, « Le Rif », art. cité.

(3) Selon ce dernier, l'association avait atteint ses objectifs. Après la construction du COA, El Omari a investi, avec des professionnels de la santé, dans la création de l'association des Amis des malades du cancer d'Al-Hoceima (AMCA) qui offre hébergement et aide en médicaments aux malades indigents.

(4) Voir R. Raha, M. Charqi et A. El Hamdaoui (dir.), *La Guerre chimique contre le Rif*, op. cit.

(5) Entretien avec la vice-présidente de l'association AMCA et directrice du centre d'hébergement pour les malades du cancer d'Al-Hoceima, septembre 2021.

(6) Entretien avec A. Abid, hématologue et président de l'association AMCA, septembre 2021.

de cancers au Rif par rapport aux autres régions du Maroc. D'autre part, On n'a pas assez de preuves ou d'études scientifiques, surtout qu'on parle de longue durée : presque cent ans, c'était à partir de 1923 ; c'est difficile à prouver. On n'a pas de registres médicaux des soldats espagnols, des combattants et civils rifains. On parle aussi de l'ADN des légumes qui a changé à cause des bombardements chimiques mais pas d'études pour le prouver. Il y a, peut-être, d'autres facteurs comme l'alimentation. On parle aussi de bombardement avec napalm en 1959 mais ça reste à démontrer aussi<sup>7</sup>.

D'autres professionnels de santé nient cependant toute relation de cause à effet entre cancer et gaz chimiques. Ces récits – pour ou contre la relation de cause à effet – entendent donner une dimension objective aux témoignages ordinaires des personnes souffrant du cancer dans la région du Rif. Ces témoignages, faut-il le préciser, ne sont nullement considérés comme relevant d'une véracité historique ou scientifique, mais plutôt vus sous l'angle d'un autre régime de vérité, socio-anthropologique, qui interroge la mémoire d'une expérience traumatique incorporée et actualisée. Certes, le gaz moutarde a des effets avérés sur le cancer : des études le montrent, notamment celles sur les travailleurs des usines chimiques qui le

produisent au Japon et en Grande-Bretagne, ou bien celles sur les victimes des guerres chimiques menées par Saddam Hussein contre l'Iran et les Kurdes de Halabja<sup>8</sup>. Ceci dit, la transmission transgénérationnelle du cancer reste, elle, à démontrer, même si l'action du gaz sur le génome humain, compte tenu de ses interactions biochimiques avec l'ADN et de ses actions mutagènes peut, en effet, avoir des conséquences à long terme, sur plusieurs générations<sup>9</sup>. Dans le Rif, la démonstration d'une telle corrélation demanderait une forte mobilisation politique et scientifique, ainsi qu'une enquête médicale sur le temps long. Il faudrait démontrer que le gaz a pu produire chez les personnes qui y étaient directement exposées une transformation génétique (des associations biochimiques entre des composantes du gaz et des acides nucléiques), laquelle se retrouverait également chez leurs descendants malades et qui serait à l'origine de leurs cancers. Il s'agirait donc de faire une analyse génétique comparative entre les morts et les vivants, sur trois générations.

La question de la prévalence des cancers dans le Rif pourrait constituer une preuve indirecte, mais les données scientifiques sont encore inaccessibles. Nonobstant, les associations mentionnées évoquent une proportion

(7) Entretien avec d'Imad, jeune infirmier exerçant à Al-Hociema, septembre 2021.

(8) Voir à ce sujet Akira Yamada, « On the Late Injuries Following Occupational Inhalation of Mustard Gas, with Special References to Carcinoma of the Respiratory Tract », *Acta Pathologica Japonica*, 13 (3), 1963, p. 131-155 ; Sunao Wada *et al.*, « Mustard Gas as a Cause of Respiratory Neoplasia in Man », *The Lancet*, 7553 (291), 1968, p. 1161-1163 ; World Health Organization, *Public Health Response to Biological and Chemical Weapons. WHO Guidance*, Genève, WHO, 2004 [1970] ; Douglas Easton, Thomas J. Peto et Richard Doll, « Cancers of the Respiratory Tract in Mustard Gas Workers », *British Journal of Industrial Medicine*, 45 (10), 1988, p. 652-659 ; Ali Emad et Gholam Reza Rezaian, « The Diversity of the Effects of Sulfur Mustard Gas Inhalation on Respiratory System 10 Years after a Single, Heavy Exposure. Analysis of 197 Cases », *Chest*, 112 (3), 1977, p. 734-738 ; John H. McDonough et James A. Romano Jr., « Health Effects of Low-level Exposure to Nerve Agents », in James A. Romano Jr., Brian J. Lukey et Harry Salem (eds), *Chemical Warfare Agents. Chemistry, Pharmacology, Toxicology, and Therapeutics*, Boca Raton, CRC Press, 2008, p. 71-96 ; Yunes Panahi *et al.*, « Complications and Carcinogenic Effects of Mustard Gas. A Systematic Review and Meta-analysis in Iran », *Asian Pacific Journal of Cancer Prevention*, 16-17, 2015, p. 7567-7573 ; Faraidoun Moradi *et al.*, « Health Perspectives among Halabja's Civilian Survivors of Sulfur Mustard Exposure with Respiratory Symptoms. A Qualitative Study », *PLoS One*, 2019, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0218648>

(9) Voir notamment World Health Organization, *Public Health Response...*, *op. cit.* ; Timothy C. Marrs, Robert L. Maynard et Frederick Sidell, *Chemical Warfare Agents. Toxicology and Treatment: 2nd edition*, Chichester, Wiley, 2007 [1996] ; Lakshman Karalliedde, Henrietta Wheeler, Rachel Maclehorse et Virginia Murray, « Possible Immediate and Long-term Health Effects Following Exposure to Chemical Warfare Agents », *Public Health*, 114 (4), 2000, p. 238-248.

élevée de cancer dans le Rif par rapport à la moyenne nationale : 50 % parmi les enfants et 60-80 % parmi les adultes hospitalisés à l'hôpital d'oncologie de Rabat – des chiffres qui en disent davantage sur la mnémopolitique de l'atrocité de la violence que sur ses effets physiques objectivables. L'association entre gaz chimique et *akhenzir* est donc surtout l'expression d'un travail de mémoire qui souligne la persistance de la violence coloniale et ses séquelles. Une violence qui persiste, invisible mais latente, à travers le refus de l'Espagne et de la France de reconnaître l'usage massif des armes chimiques pendant la guerre. C'est encore l'Espagne qui est accusée par certains acteurs associatifs, surtout à Nador, d'être à l'origine d'un taux de cancer plus élevé dans la région en raison de la contrebande avec Melilla, par la circulation et le trafic de produits dont les dates de péremption auraient été falsifiées<sup>1</sup>. Une telle pratique impliquerait la responsabilité du ministère de la Santé espagnol, qui n'aurait pas procédé au contrôle de ces produits. Il s'agit là encore, selon ces acteurs, d'une continuité avec les crimes commis pendant la période coloniale.

Cette corrélation entre cancer et guerre chimique est également reprise par la société civile et certains activistes. En janvier 2017, le décès d'un enfant âgé de 11 ans, des suites d'un cancer, provoque émoi, indignation et

protestation à Al-Hoceima. Son enterrement donne l'occasion à quelques manifestants de dénoncer « la marginalité de la région par l'État et le fait d'avoir délaissé les habitants du Rif, seuls face au fantôme [*chabab*] du cancer<sup>2</sup> ». Ce n'est pas la première fois qu'un fait de la sorte entraîne des protestations et devient un objet politique, voire une affaire d'État. Trois ans auparavant, la mort d'une jeune fille de 14 ans avait donné lieu à une forte mobilisation contre la politique publique dans le domaine de la santé dans la région du Rif.

Les mouvements de protestation rifains, comme celui du 20 février 2011<sup>3</sup> et le *hirak* du Rif survenu en 2016, font partie de cette mnémopolitique, cette mémoire collective locale qui inscrit les torts coloniaux et post-coloniaux dans un continuum historico-politique et souligne la persistance de la violence d'État marocaine, malgré un processus de justice transitionnelle censé assurer une véritable transition politique<sup>4</sup>. Ainsi les manifestants du *hirak* se sont approprié la question du cancer, revendiquant la construction d'un hôpital d'oncologie à Al-Hoceima, doté de tous les équipements nécessaires ainsi que de personnel soignant, afin de suppléer l'ancien centre d'oncologie inauguré en 2008. Le centre fonctionne en effet comme hôpital de jour et ne prend pas en charge les malades dont le protocole nécessite un suivi de 24 heures ou

(1) C'est ce qui ressort des entretiens réalisés en octobre 2021 avec des acteurs associatifs à Nador, notamment le président de l'association Taazour, la présidente de l'association Belsam-Nador et le coordinateur du Collectif pour le grand Nador.

(2) « Beni Bouayach. Manifestation après les funérailles de Benomar », *Dalil-rif.com*, 11 janvier 2017, <https://dalil-rif.com/permalink/15765.html> ; « Rif. Le destin tragique du jeune Mohamed Benamar des suites d'un cancer enflamme les réseaux sociaux », *Rifonline.net*, 11 janvier 2017, [www.rifonline.net/rif-le-destin-tragique-du-jeune-mohamed-benamar-des-suites-dun-cancer-enflamme-les-reseaux-sociaux-photos/](http://www.rifonline.net/rif-le-destin-tragique-du-jeune-mohamed-benamar-des-suites-dun-cancer-enflamme-les-reseaux-sociaux-photos/)

(3) Le mouvement du 20 février est un mouvement de contestation, au caractère composite et aux affiliations non partisans, apparu au Maroc en février 2011 dans le contexte des Printemps arabes. Très actif sur les réseaux sociaux, porteur de revendications politiques et sociales, le mouvement appelle à des réformes, dont quelques-unes sont concédées par Mohammed VI dans les mois qui suivent (nouvelle Constitution, élections législatives). Cette appropriation des revendications populaires par le roi, ainsi que la répression des manifestations au printemps 2011 contribuent à affaiblir progressivement le mouvement. Voir Karima Dirèche, Aurélia Dusserre et Nessim Znaïen, *Histoire du Maghreb depuis les indépendances. États, sociétés, cultures*, Paris, Armand Colin, 2023, p. 288 et suiv.

(4) Z. Rhani, K. Nabalssi et M. Benalioua, « "The Rif Again!" », art. cité et B. Nahhass et Z. Rhani, « Le mouvement du 20 février au Rif », art. cité.

une hospitalisation. Selon des acteurs associatifs et professionnels de la santé, interrogés en septembre 2021 – en l’occurrence le président et la vice-présidente de l’AMCA, la directrice du centre d’hébergement pour les malades du cancer et un infirmier –, le manque de personnel paramédical et de matériel en constitue la raison principale.

### **Justice et réparation : le rôle des associations**

Par-delà la nécessité d’élaborer un récit de la guerre et de ses séquelles, les associations revendiquent une « juste mémoire », une « mémoire réconciliatrice », qui incarne le besoin, ou l’espoir d’une réparation dans le but de rendre justice aux victimes. Ces attentes se sont traduites par des actions menées par les associations, exigeant la reconnaissance et la réparation des préjudices subis par le Rif et les Rifains pendant la guerre éponyme. Il s’agit d’une dette coloniale, celle de l’Espagne et de la France, mais ces demandes s’adressent aussi à l’État marocain. Ce dernier se trouve ainsi doublement concerné : d’une part par sa position, désigné comme responsable ou complice des crimes commis ; d’autre part dans la mesure où il est aussi l’instance de recours pour plaider la cause des victimes auprès de l’Espagne.

D’après notre enquête, on peut distinguer quatre types d’associations suivant leur mode d’action et leur discours. Il existe des structures qui militent pour la reconnaissance de l’usage des armes chimiques par l’Espagne et la France, dont le Collectif pour le grand Nador.

Leur plaidoyer est dirigé aussi bien contre les deux États coloniaux concernés que contre le pouvoir central marocain, interpellé sur la question de la prise en charge de ce dossier au niveau diplomatique et sur la question du cancer, par la demande de construction d’hôpitaux d’oncologie dans la région.

D’autres associations concentrent leur action et plaidoyer contre l’Espagne et la France, ciblant davantage l’opinion publique espagnole. L’Assemblée mondiale amazighe (AMA)<sup>5</sup> a notamment approché, depuis 2006, des partis catalans et basques et a pu rallier certains courants politiques espagnols, bien que minoritaires, à leur cause. Des députés du parti catalan de la gauche républicaine, Esquerra Republicana, ont ainsi présenté en septembre 2005<sup>6</sup> au Congrès un projet de loi (*proposición no de Ley*) sur la reconnaissance des responsabilités de l’État et la réparation des dommages consécutifs à l’usage d’armements chimiques. Le projet demande au gouvernement espagnol d’engager « des actes de réconciliation, de fraternité, de solidarité avec les victimes, leurs descendants et l’ensemble de la population rifaine, comme forme d’expression de la demande de pardon<sup>7</sup> ». La proposition a été rejetée conjointement par les députés du Parti socialiste espagnol (PSOE), au pouvoir à l’époque, et par ceux du Parti populaire (PP), alors dans l’opposition. L’effet de cette initiative, surtout par son écho dans la presse espagnole et marocaine, a cependant été bénéfique pour les associations, à un moment où l’Espagne préparait sa loi de mémoire historique. L’AMA a également envoyé en 2016 des lettres au roi d’Espagne et au président français, et plus

(5) L’Assemblée mondiale amazighe est une ONG issue d’une scission du Congrès mondial amazigh, qui regroupe des associations berbères du Maghreb et de la diaspora afin de défendre les droits socioculturels des populations berbères, et plus largement autochtones.

(6) L’année 2006 a été désignée officiellement par le gouvernement espagnol comme « l’année de la mémoire historique ».

(7) « *Proposición no de Ley presentada por el Grupo Parlamentario de Esquerra Republicana (ERC), de reconocimiento de responsabilidades y reparación de daños como consecuencia del uso de armamento químico en el Rif* », *Boletín Oficial de las Cortes Generales*, 255, p. 5-7, 7 septembre 2005.

récemment, en novembre 2021, au ministre des Affaires étrangères espagnol<sup>1</sup>. La responsabilité de l'État français est invoquée par l'AMA et par d'autres acteurs associatifs au même titre que celle de l'Espagne<sup>2</sup>. D'après eux, la France aurait dans un premier temps fourni les gaz et le personnel nécessaire à leur utilisation et, dès son entrée en guerre en 1925, elle aurait eu recours à l'usage de ces armes<sup>3</sup>. L'armée française serait, de ce fait, « responsable, en tant que pays protecteur, de violation des règles interdisant l'attaque, avec intention, des civils et des objectifs non militaires<sup>4</sup> ». Les chefs militaires français seraient donc au minimum complices des exactions espagnoles, en ayant interdit au sultan Moulay Youssef de protester contre l'usage de ces gaz. Pour l'historienne espagnole María Rosa de Madariaga, « la France n'a jamais utilisé des gaz toxiques contre les Rifains, bien que cela ne la dégage pas de sa complicité avec l'Espagne quand le sultan voulait protester publiquement contre une telle violation<sup>5</sup> ».

Il existe aussi d'autres associations qui ont choisi de plaider auprès d'organismes internationaux. C'est le cas de l'association Dakirat Arrif qui a opté pour l'adhésion à la Coalition pour la convention sur les armes chimiques, partenaire de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), pour faire connaître l'usage ces armes

non conventionnelles pendant la guerre du Rif et leurs effets persistants sur la santé et l'environnement dans la région. L'association souhaite que l'OIAC les aide, grâce à son expertise dans le domaine, à réaliser des études scientifiques pour vérifier si la terre, l'eau, les poissons sont contaminés par les gaz chimiques et pour démontrer s'il y a un lien de cause à effet entre l'usage de ces gaz et la prévalence de cancer dans la région.

D'autres associations, enfin, sont davantage concernées par la question du cancer, considérée comme une maladie chronique et dont la prise en charge coûte très cher. Elles œuvrent ainsi pour aider les malades, leur offrant notamment accueil, hébergement, médicaments et transports, d'autant plus que l'accès aux soins n'est pas toujours aisé dans le Rif. On peut citer les associations AMCA, basée à Al-Hoceima, Taazour, Azir et Belsam situées à Nador, ou encore Belsam et Chifaa à Oujda. Les actions de ces associations s'inscrivent davantage dans le registre du mécénat. Si la question du cancer comme maladie coloniale n'est pas tout à fait absente de leur discours, certains se gardent de se prononcer sur la question, comme l'explique un des responsables de l'association Belsam : « [il n'existe] pas d'études scientifiques qui prouvent le lien

(1) Entretien avec le président de l'AMA, Rabat, novembre 2021, et avec Mimoun Charqi, Rabat, mai 2022.

(2) Voir notamment les lettres envoyées par le président de l'AMA, Rachid Raha, au président français François Hollande, le 11 mars 2015, et à son successeur Emmanuel Macron, le 21 juillet 2020.

(3) L'usage des armes chimiques par la France est encore sujet à caution. En 1925, la demande de transfert par Lyautey des obus d'ypérite détenus par l'armée française est avérée, mais le transfert effectif de ces armes est refusé par le gouvernement de Paul Painlevé. Les preuves archivistiques de l'usage des armes chimiques par l'armée française ne sont pas encore établies.

(4) Mustapha Ben Cherif, « Le cas de la guerre du Rif-1921-1926. Crimes internationaux et droit des victimes à réparation », *Libe.ma*, 4 octobre 2011, [www.libe.ma/Le-cas-de-la-guerre-du-Rif-1921-1926-Crimes-internationaux-et-droit-des-victimes-a-reparation-I\\_a21973.html](http://www.libe.ma/Le-cas-de-la-guerre-du-Rif-1921-1926-Crimes-internationaux-et-droit-des-victimes-a-reparation-I_a21973.html)

(5) M. R. de Madariaga, *Los moros que trajo Franco...*, *op. cit.* et Sebastian Balfour qui précise que : « For all their brutality against anti-colonial resistance in their own area of influence, the French do not seem to have used chemical warfare in Morocco, or at least I have found no evidence of this in either French, British or Spanish military archives. Indeed, in the middle of the Franco-Spanish offensive in autumn and winter of 1925 the Rifians appealed to international opinion against the Spanish deployment of poisonous gases but made a point of stressing that the French had not use it », *Deadly Embrace*, *op. cit.*, p. 128.

direct entre la prévalence du cancer dans le Rif et les gaz chimiques<sup>6</sup> ».

### La responsabilité du Maroc

Les acteurs sociaux tentent d'expliquer pourquoi le Maroc n'a pas encore inscrit la question des gaz chimiques sur son agenda politique. La première hypothèse met l'accent sur la volonté du gouvernement de préserver les relations bilatérales avec la France et l'Espagne : « le Maroc ne peut pas officiellement soulever ce sujet peut-être pour éviter les problèmes avec l'Espagne et la France, mais il laisse la société civile faire son travail, dans les limites de ne pas porter préjudice aux intérêts du Maroc<sup>7</sup> ». La seconde hypothèse évoque le fait que le Maroc, à travers le sultan Moulay Youssef, était impliqué, ou complice. Pour un membre de l'association Dakirat Arrif, « il ne faut pas politiser cette question bien qu'il s'agisse d'une carte politique que le Maroc peut utiliser contre l'Espagne. Mais le Maroc ne l'utilise pas parce que c'est une affaire assez sensible ; ça revient à soulever la position de l'État marocain à l'époque ; c'est pour cela que l'État évite ce sujet<sup>8</sup> ». L'ancien maire d'Al-Hoceima, Mohamed Bodra, partage ce point de vue :

La question s'est politisée. L'usage politique a commencé avec Ilyas, avec sa création de l'Association [de défense des victimes des gaz chimiques]. Les activités de l'Association [colloques et d'autres manifestations] ont été interdites par les autorités [sous le gouvernement d'El Youssoufi]. Le sujet est sensible pour l'Espagne et le Maroc. Je ne sais pas pourquoi le Maroc a peur de ce sujet. Pourquoi il ne l'utilise pas comme carte de pression contre l'Espagne ? Peut-être que la raison est que l'État

était impliqué [le protectorat] en la personne du sultan Moulay Youssef. Le dossier d'Abdelkrim pose un problème et gêne. Abdelkrim a refusé le protectorat, Moulay Abdelhafid a signé le traité du protectorat. Alors qu'il ne faut pas être gêné, parce que c'est la France qui gouvernait et non pas le sultan<sup>9</sup>.

Le président de l'association Dakirat Arrif, Omar Lemallam, précise : « on reçoit des critiques de certains qui nous accusent d'être opportunistes et nous demandent : "pourquoi vous n'accusez pas directement le Makhzen, en la personne du sultan Moulay Youssef ?" Je l'ai dit souvent ; Moulay Youssef était une marionnette entre les mains de Lyautey. Il n'y avait pas de Makhzen à l'époque ».

Cette position va dans le sens de l'analyse proposée par l'historienne espagnole María Rosa de Madariaga :

Nous entendons souvent critiquer la passivité présumée, et donc complice, du sultan face à ces violations flagrantes du droit international, alors que Moulay Youssef, étiqueté, à juste titre, par Abdelkrim de « marionnette » dans les mains de Lyautey, voulait condamner ces attentats, mais le tout-puissant résident général l'a empêché<sup>10</sup>.

Selon elle, le sultan aurait, à plusieurs reprises, dit au résident général français qu'il ne pouvait, en sa qualité de chef spirituel et temporel de tout le Maroc, ignorer les plaintes des musulmans de la zone espagnole. Il aurait montré sa volonté de faire lire dans toutes les mosquées de l'empire une lettre chérifienne désapprouvant les exactions hispaniques dans le Rif. Lyautey l'en aurait dissuadé, parce que son geste aurait été mal interprété par les Espagnols qui n'auraient pas manqué de l'attribuer aux

(6) Entretien avec Hassan à Oujda, décembre 2021.

(7) Entretien avec le président de l'association Dakirat Arrif, septembre 2021.

(8) Entretien avec Abdelmajid, septembre 2021.

(9) Entretien avec M. Bodra, ex-maire d'Al-Hoceima, septembre 2021.

(10) M. R. de Madariaga, *Los moros que trajo Franco...*, op. cit., p. 231.

Français<sup>1</sup>. Dans ce cas, peut-on soulever l'hypothèse d'une responsabilité, au moins sur le plan moral, du sultan et de l'État marocain ? Moulay Youssef avait-il le pouvoir de décider ou l'audace politique pour s'opposer fermement au résident général français ? Pour Mimoun Charqi, président de la commission scientifique du groupe de recherche sur la guerre chimique contre le Rif, l'État marocain n'existait plus juridiquement sous le protectorat. Il ajoute toutefois :

Lors des conférences que nous avons pu livrer sur le thème, il a souvent été posé la question de la responsabilité de l'État marocain au sujet de la guerre chimique contre le Rif, durant la période de la guerre de libération conduite par Mohamed Abdelkrim El Khattabi, en arguant notamment sur la responsabilité du sultan de l'époque et du rôle de l'escadrille dite « chérifienne ». Une telle question est non seulement improductive, mais en sus est dénuée de tous fondements juridiques. Chacun sait que l'État marocain d'avant les protectorats, connu sous le nom d'empire chérifien marocain, s'est retrouvé sous un régime de protectorats, avant de passer sous colonialismes de fait. La capacité juridique de l'État marocain s'est retrouvée mise entre parenthèses. Ceux qui prenaient les décisions avaient beau les prendre au nom du Sultan, qu'ils avaient à chaque fois choisi, ce dernier n'était là que pour la forme<sup>2</sup>.

La réponse à ces questions rejoint le débat sur la nature même de l'État marocain sous le protectorat français<sup>3</sup>. En théorie, le régime du protectorat réserve, sur le plan interne, une

certaine autonomie à l'État marocain en sauvegardant « le respect et le prestige traditionnel du sultan ». Cependant, dans la pratique, les pouvoirs du monarque étaient bien limités et sous le contrôle du résident général<sup>4</sup>.

### **Violence postcoloniale : une mémoire tatouée**

La responsabilité de l'État marocain se pose donc toujours, tant au niveau politique qu'éthique. On sait que les premières années de l'indépendance du royaume furent douloureuses et traumatisantes pour les Rifains, notamment lors de la rébellion de 1958-1959, quand la région fut pillée par les soldats marocains, des milliers d'hommes tués, des femmes et des enfants violés. Cette opération majeure, lancée sous la supervision personnelle du prince héritier de l'époque Moulay Hassan, le futur Hassan II, a vu la mobilisation de plus des deux tiers des effectifs de l'armée, soit près de 20 000 hommes<sup>5</sup>. Inscrits dans le maillage d'autres histoires de violence perpétrée à la fois par les pouvoirs coloniaux et postcoloniaux, les récits de la répression de 1958-1959 ont l'aura d'un mythe, qui surgit à chaque fois que les plaies du passé sont remuées<sup>6</sup>. On a pu récemment le constater lors du *birak* : la mort mystérieuse de Mouhcine Fikri est inscrite dans la continuité des crimes de l'État dans la région et de ceux du protectorat espagnol. Les manifestants ont non seulement exigé la reconnaissance et la réparation des torts causés par les

(1) *Ibid.*

(2) Mimoun Charqi, *Armes chimiques de destruction massive sur le Rif. Histoire, effets, droits, préjudices et réparations*, Rabat, Éditions Amazigh, « Histoire et lectures politiques », 2014, p. 8-9.

(3) Antoine Perrier, *Monarchies du Maghreb. L'État au Maroc et en Tunisie sous protectorat*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2023.

(4) Sur la transition postcoloniale de l'État marocain, voir l'essai de Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral*, Paris, Karthala, 2020. Sur la marge de manœuvre du sultan Moulay Youssef et des dignitaires marocains sous le protectorat, voir Antoine Perrier, « La liberté des protégés. Souverains, ministres et serviteurs des monarchies marocaine et tunisienne sous protectorat français (1881-1956) », thèse de doctorat en histoire, Sciences Po Paris, 2019.

(5) William I. Zartman, *Morocco. Problems of New Power*, New York, Atherton Press, 1964, p. 86-87 ; David Montgomery Hart, *Tribe and Society in Rural Morocco*, Londres-Portland, Frank Cass, 2000, p. 92-93.

(6) Z. Rhani, K. Nabalssi et M. Benalioua, « "The Rif Again !" », art. cité.

gaz chimiques des Espagnols, mais aussi celles en lien avec les séquelles laissées par les violences de 1958-1959.

Tout se passe dès lors comme si les responsabilités étaient indissociables, la violence post-coloniale s'inscrivant en continuité avec celle de la période coloniale, comme une incorporation, vécue dans la chair et transmise de génération en génération. Une telle mémoire incorporée conserve, et actualise, à travers des performances, des protestations et des discours les vécus traumatisants et les faits marquants du passé – la guerre, la violence coloniale –, les incarnant ainsi comme des sens historico-politiques signifiants<sup>7</sup>. Il s'agit d'une « mémoire indocile » inscrite au corps, une « histoire au corps d'un passé qui ne veut pas passer »<sup>8</sup>.

Cela rappelle les analyses qu'a pu faire en Bolivie l'anthropologue Bauman, démontrant comment la violence coloniale d'antan est vécue aujourd'hui comme une maladie persistante, qui engage un processus d'activisme politique<sup>9</sup>. Ses travaux étudient la façon dont les implications existentielles et politiques du colonialisme sont incorporées – vécues et conceptualisées – par les populations aymaras de Bolivie en tant que « maladie » qui demande à être traitée lors des rituels de guérison chamaniques. Cette « maladie coloniale » est ainsi vécue en tant que perte, imposition et incomplétude. La perte est celle de la propre nature humaine du colonisé

et de sa capacité à interagir avec les autres, par l'imposition d'un esprit autre, d'un autre soi, marqué par des normes et des valeurs issues du colonialisme qui se manifestent par une vision illusoire de la réalité. L'incomplétude, elle, renvoie au démembrement du corps sociopolitique indigène, rendu incapable d'exercer le pouvoir de manière légitime et juste<sup>10</sup>. Pensée comme maladie et comme mémoire collective, la question du colonialisme est toujours d'actualité en Bolivie, dans les rencontres quotidiennes d'une société caractérisée par des politiques d'exploitation et de marginalisation. Aussi, pour les activistes aymaras, les institutions de l'État bolivien ne sont-elles pas vécues comme des entités au service du peuple, mais comme celles d'un exercice répressif et capricieux du pouvoir. Les sentiments d'appartenance se constituent ainsi en opposition à l'« étrange » patrie des dominants.

À l'instar des Aymaras, la violence coloniale espagnole est vécue par les Rifains comme une maladie organique, un cancer qui incarne cette mémoire d'une perte persistante, d'une imposition, d'une inscription d'un corps étranger (*arrbash, akhenzir*) proliférant, et d'une incomplétude qui s'exprime non pas en termes de démembrement mais d'excroissance. Le terme *akhenzir* est ici évocateur. Il est dérivé du mot arabe *khenzir*, qui veut dire « porc », avec tout ce que cet animal représente d'un point de vue religieux et culturel : l'interdit. *L'akhenzir* ne représente-t-il pas cette

(7) Sur cette question, voir Michael Taussig, *Shamanism, Colonialism and the Wild Man. A Study in Terror and Healing*, Chicago, University of Chicago Press, 1987 ; Frantz Fanon, *Œuvres*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2011 ; Ernesto de Martino, *La Terre du remords*, Le Plessis-Robinson, Institut d'édition Sanofi-Synthélabo, « Les empêcheurs de tourner en rond », 1999 [1961] ; Jay Winter, *Sites of Memory, Sites of Mourning. The Great War in European Cultural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; *id.*, « Forms of Kinship and Remembrance in the Aftermath of the Great War », in Jay Winter et Emmanuel Sivan (eds), *War and Remembrance in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 40-60 ; Heonik Kwon, *Ghosts of War in Vietnam*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

(8) Roberto Beneduce, *L'Histoire au corps. Mémoires indociles et archives du désordre dans les cultes de possession en Afrique*, Fribourg, Academic Press, 2016.

(9) Anders Burman, « Colonialism in Context. An Aymara Reassessment of "Colonialism", "Coloniality" and the "Postcolonial World" », *Kult* 6, numéro spécial « Epistemologies of Transformation. The Latin American Decolonial Option and its Ramifications », 2009, p. 117-129.

(10) De nombreux jeunes apprentis et militants chamans expriment leur sentiment d'être colonisés en termes d'incomplétude et gardent un vif souvenir de l'acte qui cristallise le colonialisme comme démembrement : l'exécution par démembrement du chef rebelle aymara du 18<sup>e</sup> siècle, Túpaj Katari (A. Burman, « Colonialism in Context », art. cité).

étrangereté corporelle imposée, d'un autre soi induit par le colonialisme ? La maladie mortelle ramenée par les autres ? De même, la relation entre violence coloniale et postcoloniale mise en avant par certains acteurs associatifs fait aussi écho à une mémoire vive, telle une plaie ouverte, et des sentiments incarnés d'un état permanent de violence, de marginalisation, de mépris, d'injustice et d'abus de pouvoir. L'activisme local de ces acteurs, mais aussi les témoignages, les protestations et les revendications de réparation, sont ainsi à saisir comme une volonté de redéfinir les rapports avec le pouvoir central et d'articuler de nouvelles formes d'appartenance citoyenne ou nationale.

*Badiha Nahbass*

*Zakaria Rhani*

*Université Mohammed-V  
avenue des Nations-Unies, Agdal  
8007 Rabat, Maroc*

**Badiha Nahbass** est docteure en sociologie. Elle est professeure à l'Université Mohammed-V à Rabat. Ses recherches portent sur la construction de l'appartenance nationale, la mémoire, les dynamiques sociales et les modes de gouvernement au Maroc, à partir du cas du Rif. Elle est membre fondatrice du Centre de recherche et d'études sur les sociétés contemporaines (CRESC). Elle a récemment publié, avec Zakaria Rhani, « Le mouvement du 20 février au Rif. Mémoire de violence et réconciliation politique », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 34, 2023, p. 124-148. (badiha.nahbass@gmail.com)

**Zakaria Rhani** est docteur en biologie (Université de Genève) et en anthropologie sociale et culturelle (Université de Montréal). Il est professeur à l'Université Mohammed-V de Rabat. Ses recherches portent sur les processus politico-religieux ainsi que sur la violence et l'anthropologie du corps et de la mémoire. Il est notamment l'auteur du livre *Le Pouvoir de guérir. Mythe, mystique et politique au Maroc* (Brill, 2014) et a codirigé, avec Baudouin Dupret, Assia Boutaleb et Jean-Noël Ferrié (dir.), *Le Maroc au présent. D'une époque à l'autre, une société en mutation* (Centre Jacques Berque, 2016). (zrhani@gmail.com)

## Akhenzir: Cancer in the Rif and its Colonial Memories

— Des recherches historiques récentes rapportent que l'armée espagnole a eu recours de manière intense à des armes chimiques lors de ses invasions coloniales dans le Rif entre 1921 et 1927. Une telle violence et ses mémoires ont été incorporées et perpétrées par une tradition orale qui reste très vive encore aujourd'hui. Plusieurs récits et témoignages relient en effet la « prévalence élevée » de différents types de cancer dans la région aux effets de ces gaz chimiques. Cet article entend examiner cette incorporation (*embodiment*) de la violence chimique coloniale, vécue comme une maladie chronique. En plus d'élucider le chevauchement entre la transmission transgénérationnelle des mémoires de la violence coloniale et leurs effets durables sur la santé physique et psychologique, l'objectif est également d'analyser les pratiques et les discours des acteurs individuels et collectifs, en particulier les victimes et les associations qui défendent leur cause pour la reconnaissance, la justice et la réparation.

— **Mots clés** : guerre du Rif, armes chimiques, mémoire, santé, réparations.

— *Recent historical research studies report that the Spanish army frequently used chemical weapons during its colonial invasions of the Rif between 1921 and 1927. Such violence, and memories of it, have been incorporated and perpetuated by an oral tradition that remains very much alive today. Several accounts and testimonies link the allegedly high prevalence of different types of cancer in the region to the effects of those chemical gases. This article examines the embodiment of this colonial chemical violence, experienced as a chronic disease. In addition to elucidating the overlap between transgenerational transmission of memories of colonial violence and their lasting effects on physical and psychological health, the aim is also to examine the practices and discourses of individual and collective actors, in particular those of the victims and the associations that defend their cause of obtaining recognition, justice and reparation.*

— **Keywords**: Rif War, chemical weapons, memories, health, reparations.